

**GRAND DEBAT NATIONAL**  
**Compte Rendu de la Réunion d'Initiatives Locales No 2**  
**Vendredi 22 Février 2019**  
**LA TURBIE 06320**

**SUJET : Démocratie et citoyenneté**

**NOMBRE PARTICIPANTS : 24**

Après présentation par Jean-Philippe Gispalou, l'organisateur du fondement et du déroulement de la réunion, la Charte du Grand Débat a été lue afin de rappeler les principes généraux démocratiques.

Les participants ont été invités ensuite à répondre aux questions proposées par le gouvernement sur le site du Grand Débat.

Il est à noter que la synthèse des réponses reprend l'ensemble des propositions et avis exprimés. Ils sont quelquefois très divers, voire opposés, ou font naître d'autres questions. Ils reflètent la diversité des opinions, le respect de la liberté de la parole et les doutes et interrogations de chaque citoyen.

**VIE INSTITUTIONNELLE ET DEMOCRATIQUE**

**QUESTION 1 : En qui faites-vous le plus confiance pour vous représenter dans la société et pourquoi ?**

- Les partis politiques : le programme est détaillé, les temps de discussions nombreux.
- Les organisations syndicales si elles étaient dans leur majorité plus représentatives. Il y a toutefois des exceptions (syndicats indépendants).
- En tout cas, aucune confiance dans les élus qui sont pour la plupart juste carriéristes et trop éloignés des citoyens.

**QUESTION 2 : En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?**

Oui. Dans une société de plus en plus individualiste, elles sont nécessaires ; mais une distinction est faite entre les associations et les organisations syndicales et professionnelles.

Association :

- Leurs bénévoles agissent dans un but précis, sont apolitiques et non carriéristes.
- Il faut être vigilant : certaines associations sont de véritables lobbyistes. À contrôler.

Syndicat :

- Il faut revenir à leur définition première : non politisé et force de propositions.

- Ils doivent être issus de la société civile et non affiliés à un parti.
- Adhésion obligatoire : les organisations syndicales ne sont pas représentatives (5% de personnes syndiquées en France) mais sont, par contre, un contre-pouvoir puissant.
- Il est à noter l'inaction de certains syndicats.

**QUESTION 3 : Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent?**

Plus de proximité, plus de visibilité, plus d'intégrité et plus de débats :

- Les politiques ne se déplacent en régions que pour des catastrophes ou juste avant les élections.
- Ils doivent descendre de leur « piédestal » : les élus sont des citoyens parmi les citoyens.
- Plus de sévérité auprès des élus pris en faute : inéligibilité à vie.
- Pas de cumul des mandats, et des avantages acquis (salaires post emploi, régimes de retraite très spéciaux).
- Définir un « vrai » statut de l'Élu et peut-être réduire certains mandats.
- Des réunions mensuelles du Conseil Municipal doivent donner un temps de parole aux citoyens présents.
- Les programmes politiques annoncés au moment des élections doivent faire l'objet d'une charte à suivre : respect de la parole donnée.
- Revoir les organisations gouvernementales et autres commissions ou le « copinage » est souvent de mise.
- Le citoyen doit être acteur du développement de la société, d'où l'effort pédagogique à faire de la part des institutions (vote, implication locale,...)
- rapprocher les institutions du citoyen

**QUESTION 4 : Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est : *une bonne chose, une mauvaise chose, ou je ne sais pas ?***

Réponse majoritaire : très bonne chose.

- Il faut redéfinir les fonctions des élus.
- Un maire d'une petite commune (charge réduite) pourrait avoir un 2eme mandat (adapter en fonction).

**QUESTION 5 : Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?**

Mettre une dose de proportionnelle à tous les niveaux. Taux à définir.

**QUESTION 6 : Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ? *Plusieurs réponses possibles parmi : Législatives, Régionales, Départementales, ou il ne faut pas introduire de dose de proportionnelle.***

Dose de proportionnelle pour toutes les élections.

**QUESTION 7 : Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ?**

Oui, mais il faut évaluer leur travail avant de le faire.

**Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ?**

Oui, notamment les doublons issus du « mille-feuille » administratif nés de la fusion des régions.

**QUESTION 8 : Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?**

- Rappeler que le vote est un devoir.
- Le vote doit être obligatoire sous peine de sanctions.
- Plus de pédagogie : le sujet doit être abordé lors des cours d'instruction civique à l'école.

**QUESTION 9 : Faut-il le rendre obligatoire ?**

Oui.

**QUESTION 10 : Faut-il prendre en compte le vote blanc ?**

Oui, a fortiori en cas de vote obligatoire.

**QUESTION 11 : Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ?**

Par le referendum.

Par une augmentation des débats avec les citoyens

**Comment mettre en place une démocratie plus participative ?**

En redonnant un rôle plus important aux associations et organisations syndicales et professionnelles (revoir les réponses à la question 2).

**QUESTION 12 : Faut-il avoir davantage recours au referendum au niveau national ?**

Oui, pour les questions importantes.

**Faut-il avoir davantage recours au referendum au niveau local?**

Oui.

**QUESTION 13 : Faut-il faciliter le déclenchement du Referendum d'Initiative Partagée (le RIP est organisé à l'initiative des membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?**

Oui, l'accès serait facilité en réduisant le nombre de parlementaires.

#### **QUESTION 14 : Faut-il le rendre obligatoire ?**

Le Non est majoritaire : les décisions importantes peuvent être difficiles à prendre.  
Les quelques Oui ont souligné que le RIP permettrait d'avoir une vision plus large de la question et mettrait la pression sur les élus.

#### **QUESTION 15 : Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public par l'État et les collectivités ?**

Au-delà d'un certain montant : le RIP. Il faut impérativement plus de transparence sur l'utilisation des deniers publics.

#### **QUESTION 16 : Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile? Faut-il les transformer ?**

CESE : il travaille sur des rapports de peu d'intérêt et son rôle est exclusivement consultatif, malgré un budget conséquent et 200 membres. Il lui faut un rôle plus important et une prise en compte des recherches effectuées .

SENAT : Il faut changer le mode d'élection pour qu'il soit plus représentatif du territoire.

### **VIE CITOYENNE**

#### **QUESTION 17 : Diriez-vous que la laïcité en France est aujourd'hui : satisfaisante, à améliorer ou à modifier profondément ?**

« A améliorer » est majoritaire.

#### **QUESTION 18 : Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'État et les religions de notre pays ?**

Appliquer la loi 1905 et la faire respecter.  
Pas de parti politique religieux (exemple démocrates-chrétiens).

#### **QUESTION 19 : Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?**

- Par l'éducation civique, les services national et civique.
- Responsabiliser les parents (éducation parentale).
- Éducation des nouveaux arrivants.
- Réintroduire les notions de morale et de civisme dès le primaire.
- Les lois doivent être respectées par tous.

**QUESTION 20 : Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la société ?**

Réponses idem question 19 +

- Les enfants doivent connaître l'hymne national et respecter le drapeau. Respect aussi des professeurs et du personnel enseignant.
- Le français parlé et écrit par tous.

**QUESTION 21 : Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ?**

Respect des valeurs républicaines et des personnes.

**QUESTION 22 : Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ?**

- Participation de chacun à la vie collective. Au niveau de l'école, sensibiliser les enfants à l'engagement.
- Favoriser les associations.
- Verbaliser les comportements non civiques.
- Moralisation des politiques.
- Le travail pour tous.
- Protéger les lanceurs d'alertes.

**QUESTION 23 : Que faudrait-il faire pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics ?**

- Il est peut-être trop tôt pour le « tout internet » ; encore beaucoup n'ont pas internet.
- Il faut remettre de l'humain dans les relations avec les administrations (accueil, conseil,...)

**QUESTION 24 : Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?**

- Les crottes de chien.
- Le non-respect des piétons.
- Manque de considération et de respect d'autrui.
- «La liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres »

**QUESTION 25 : Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?**

- Éducation, contravention, sanctions.
- Remettre en vigueur la fessée.
- Instruction de la non-violence : la gestion des conflits.

**QUESTION 26 : Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ?**

- Souligner les incivilités.
- S'impliquer.

**QUESTION 27 : Quelles sont les discriminations les plus courantes dont vous êtes témoin ou victime ?**

- Discrimination des vieux.
- Discrimination des jeunes.
- Discrimination des femmes dans l'entreprise et dans l'espace public.

**QUESTION 28 : Que faudrait-il faire aujourd'hui pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?**

- Instaurer la parité obligatoire partout.
- « La liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres »

**QUESTION 29 : Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?**

Oui majoritaire et des contreparties à tous les niveaux (cas du CICE, qui n'a pas permis de créer autant d'emplois que prévu).

## **IMMIGRATION ET INTEGRATION**

Le sujet est trop important et trop clivant pour pouvoir être traité en peu de temps. De plus, chacun doit avoir connaissance des chiffres exacts avant de s'exprimer.

Les questions de cette section ont été traitées dans un ensemble.

Rappel des questions :

**QUESTION 30 : Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ? Quels sont selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?**

**QUESTION 31 : En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?**

**QUESTION 32 : Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?**

**QUESTION 33 : Quelles sont selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes à mettre en place aujourd'hui dans la société ?**

### Les remarques et commentaires :

- La France n'est pas (plus) un Eldorado
- Oui à une immigration sélective choisie et/ou fixer des quotas (beaucoup d'autres pays la pratiquent)
- Responsabiliser les pays d'origine.
- Depuis 30 ans, et quels que soient les gouvernements, aucune politique migratoire n'a vraiment été définie.
- Oui, il faut se fixer des objectifs.
- Harmonisation au niveau européen.
- Suppression du droit du sol.
- Respect des valeurs républicaines françaises.

### **QUESTION 34 : Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?**

- Arrêter de parler des droits mais mettre l'accent sur les devoirs.
- Moins de privatif dans la gestion et le contrôle ; il faut préserver et défendre le bien commun.
- Une justice pour tous avec les mêmes valeurs (les référés sont très utilisés pour les gilets jaunes, mais pas vraiment en place pour les élus ou leur sphère rapprochée).
- Plus de sévérité.
- Les privilèges sont revenus : il n'y a donc plus de démocratie.
- Il y a trop de profits partout : les pauvres sont plus pauvres et les riches , plus riches.

### **AVIS POST REUNION**

Le mot de la fin :

Malgré tout ce qui vient d'être dit, nous sommes tout de même, dans un bon et beau pays.